

**MINISTÈRE DES FINANCES**

Commun à tous les lots

# C.C.A.P : Cahier des Clauses Administratives Particulières

## Marché public de travaux.

**MAITRE DE L'OUVRAGE :**

Direction Nationale  
Garde-Côtes des  
Douanes (DNGCD)

**CONDUCTEUR D'OPÉRATION :**

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE  
(SID) SUD-EST

**SERVICE EN CHARGE DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES  
PRESTATIONS :**

UNITÉ DE SOUTIEN DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE (USID)  
DE CORSE  
*Représenté par le chef de la section travaux (STX)*

**OBJET DU MARCHÉ :**

## RÉHABILITATION DE L'EX-ATELIER FER ET CRÉATION DE LOCAUX

Département concerné : AJACCIO 2000 \_ Corse du Sud (2A)

## Table des matières

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.2 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.3 DÉSIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	5
1.4 TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE – MESURES DE SÉCURITÉ .....	5
1.5 MAÎTRISE D’ŒUVRE.....	6
1.6 CONTRÔLE TECHNIQUE (LOI DU 4 JANVIER 1978).....	6
1.7 MISSION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS) .....	6
1.8 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC) .....	6
1.9 DISPOSITIONS SOCIALES PRISES AU TITRE DU MARCHÉ .....	7
1.10 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES PRISES AU TITRE DU MARCHÉ.....	8
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>10</b>
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES : .....	10
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES : .....	10
<b>ARTICLE 3. MODALITÉS DE RÈGLEMENT – VARIATION DES PRIX.....</b>	<b>11</b>
3.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	11
3.2 VARIATIONS DE PRIX .....	13
<b>ARTICLE 4. DELAIS D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES .....</b>	<b>15</b>
4.1 DÉLAIS D’EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	15
4.2 PROLONGATION DES DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	15
4.3 PÉNALITÉS – PRIMES D’AVANCE .....	16
4.4 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	18
<b>ARTICLE 5. AVANCE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 6. RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>20</b>
7.1 QUALITE ET CONFORMITE DES MATERIAUX.....	20
7.2 TRAÇABILITÉ ET GESTION DES DÉCHETS.....	21
<b>ARTICLE 8. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>21</b>
8.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION .....	21
8.2 INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER .....	22
8.3 LES TRAVAUX NON PRÉVUS.....	22
8.4 MODIFICATIONS CONTRACTUELLES – PRESTATIONS SIMILAIRES.....	22
8.5 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION DES TRAVAUX. ....	23
8.6 GARANTIES PARTICULIÈRES.....	23
<b>ARTICLE 9. TRAITEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>23</b>
9.1 TRAITEMENT DES LITIGES .....	23
9.2 CONTENTIEUX – DROIT APPLICABLE .....	25
<b>ARTICLE 10. RESILIATION OU EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>26</b>
11.1 DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	26
11.2 DÉROGATIONS AUX CCTG ET CPC TRAVAUX PUBLICS.....	26
11.3 DÉROGATIONS AUX NORMES FRANÇAISES HOMOLOGUÉES.....	26

---

## PREAMBULE

---

### LEXIQUE

Terme	Définition
<b>Acheteur / MOA</b>	L'État, représenté par la Direction Nationale des Garde-Côtes des Douanes (DNGCD), pouvoir adjudicateur du marché.
<b>MOA délégué</b>	Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)
<b>MOE</b>	Maîtrise d'œuvre assurée par l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) de Corse – Section travaux.
<b>USID</b>	Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense, service du SID chargé de la maîtrise d'œuvre et du suivi des travaux.
<b>SID</b>	Service d'Infrastructure de la Défense.
<b>OPC</b>	Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux.
<b>CT</b>	Contrôleur technique agréé au sens de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978.
<b>SPS</b>	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé au sens du Code du travail.
<b>CCAP</b>	Cahier des Clauses Administratives Particulières.
<b>CCTP</b>	Cahier des Clauses Techniques Particulières.
<b>CCAG Travaux</b>	Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
<b>CCTG / DTU</b>	Cahiers des Clauses Techniques Générales et Documents Techniques Unifiés applicables aux travaux.
<b>CPC</b>	Cahier des Prescriptions Communes des Travaux Publics
<b>Titulaire</b>	Opérateur économique attributaire d'un lot du marché.
<b>Sous-traitant</b>	Opérateur économique exécutant une partie des prestations pour le compte du titulaire, dans les conditions de la loi du 31 décembre 1975.
<b>AE</b>	Acte d'Engagement du marché.
<b>OS</b>	Ordre de service émis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.
<b>PPSPS</b>	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.
<b>PIC</b>	Plan d'Installation de Chantier.
<b>SOGED</b>	Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets.
<b>DOE</b>	Dossier des Ouvrages Exécutés.
<b>CHORUS PRO</b>	Portail de facturation électronique de l'État.
<b>DGD</b>	Décompte Général et Définitif.

---

## Annexes

---

Annexe 1 : CCAP \_ Annexe 1 \_ Attestation acceptation des conditions de contrôle

Annexe 2 : CCAP \_ Annexe 2 \_ Formulaire de contrôle

Annexe 3 : CCAP \_ Annexe 3 Note explicative

Annexe4 : CCAP \_ Guide SUBCLIC

# Article 1. OBJET DU MARCHÉ

---

## 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) régissent l'exécution des travaux de second œuvre relatifs à la réutilisation et à la réhabilitation du bâtiment dit « ex-atelier fer », en vue de la création de locaux à usage principalement tertiaire, destinés à accueillir des services de la Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes.

Les travaux sont exécutés sur le site suivant :

Base marine d'Aspretto – bâtiment n°61 (ex-atelier fer), commune d'Ajaccio (20000), département de la Corse-du-Sud (2A).

La consistance des ouvrages, ainsi que leurs prescriptions techniques et performances attendues, sont définies dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chaque lot.

## 1.2 Décomposition du marché

Le marché est décomposé en lots distincts, attribués par marchés séparés, selon la décomposition suivante :

N° de lot	Intitulé du lot
lot n°1	Démolition, GO, VRD
lot n°2	Étanchéité, menuiseries extérieures
lot n°3	Plâtrerie, revêtement, peinture, isolation
lot n°4	Menuiseries intérieures
lot n°5	CVC, plomberie
lot n°6	Électricité CFO/CFA

Le marché est alloti en six lots et fait l'objet de deux consultations distinctes, correspondant à des phases d'exécution successives.

La première phase, portant sur les lots n°1 et 2, a été réalisée et a donné lieu à leur notification en octobre 2025.

La seconde phase objet du présent document concerne les lots n°3 à 6.

Le marché prévoyant un séquençage, le délai d'exécution des travaux est donc de 3 mois pour la première partie (Lot 1 à 2) et de 6 mois pour la seconde (Lot3 à 6).

## 1.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

### 1.3.1 Principes généraux :

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subcllic.com/>).

Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

**Le délai d'agrément du sous-traitant ne débute qu'à compter de la réception du dossier complet.**

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du CCP soit un seuil de 600 euros toutes taxes comprises.

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire doit alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire peut être remplacée par la délégation de paiement rédigée par l'acheteur et transmise sur simple demande de l'opérateur économique.

Lorsque le titulaire du marché public souhaite sous-traiter des prestations impliquant la sous-traitance de traitement de données à caractère personnel, l'acheteur doit donner son autorisation écrite préalable en application de l'article 28.2 du RGPD (règlement général de la protection des données)

## **1.4 Travaux intéressant la défense – mesures de sécurité**

### **1.4.1 Restrictions diverses**

Les travaux sont exécutés sur un **site militaire relevant du ministère des Armées**, soumis à des règles spécifiques de sûreté et de confidentialité.

Toute reproduction, diffusion ou communication non autorisée de documents, plans ou informations est strictement interdite.

### **1.4.2 Protection du secret de la défense nationale**

Les titulaires s'engagent à respecter les règles relatives à la protection des informations sensibles.

Ils veillent à ce que leur personnel et leurs sous-traitants respectent ces obligations.

### **1.4.3 Contrôle des accès et registre unique du personnel**

L'accès au site est subordonné à un **contrôle primaire de sécurité**. Les modalités pratiques sont précisées les annexes du présent CCAP. Tous les personnels doivent faire l'objet d'une acceptation de pénétrer sur base par autorités de sécurité de la base marine. La liste des personnels est inscrite au registre de chantier tenu par maître d'œuvre. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

### **1.4.4 Identification des salariés**

Chaque salarié intervenant sur le chantier doit être muni :

- d'une carte d'identification professionnelle du BTP,
- d'un badge d'accès au site, porté de manière visible,
- d'un vêtement haute visibilité avec le nom de l'entreprise auquel il appartient.

Tout manquement pourra entraîner des sanctions contractuelles.

## **1.5 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'USID de Corse qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Conformément à l'article 3-8 du CCAG Travaux, les ordres de services sont notifiés par le maître d'œuvre, représenté par le chef de la section travaux, le cas échéant directement par

Cahier des clauses administratives particulière (CCAP) : P22026\_TVX-ASPETTO-DNGCD

la maîtrise d'ouvrage (notamment pour les OS emportant une modification d'ordre financier ou calendaire)

Les ordres de service sont adressés au titulaire conformément à l'article 3.8 du CCAG-TRX. Ce dernier en accuse réception datée.

Dans le cas où l'ordre de service appelle des observations de la part du titulaire, il doit notifier celles-ci au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'ordre de service.

**Aucune prestation ne sera réalisée sur ordre oral. Les dispositions de l'article 3-8 ne souffrent d'aucune exception : un ordre de service doit être rédigé, numéroté et notifié au titulaire.**

## 1.6 Contrôle technique (loi du 4 janvier 1978)

Un contrôleur technique agréé intervient dans le cadre de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978. Les titulaires sont tenus de se conformer à ses avis et prescriptions. Le titulaire du marché de contrôle technique est SOCOTEC :

Agence Construction Corse  
1, Parc du Belvédère  
20000 AJACCIO

## 1.7 Mission sécurité et protection de la santé (SPS)

Un coordonnateur SPS est désigné par le maître d'ouvrage.

Les titulaires établissent leur **PPSPS** conformément au **PGCSPS** et aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le titulaire du marché de SPS le Bureau Veritas Construction

Pépinière Bureau N°3 – ZA BALEONE – CENTRE RN194  
20 167 SARROLA CARCOPINO

## 1.8 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Les titulaires s'engagent à fournir les informations demandées par l'OPC, de respecter le planning contractuel et à participer aux réunions de coordination. La mission OPC est assurée par l'USID de Corse.

USID de Corse \_ Cité administrative de TRAVI  
20240 VENTISERI

## 1.9 Dispositions sociales prises au titre du marché

### 1.9.1 Clauses d'insertion sociales, clause du militaire blessé et clause d'incitation à l'activité de réserve et à la garde nationale

Sans objet.

### 1.9.2 Clauses incitatives

#### 1.9.2.1 Certification « relations fournisseurs responsables » (FR) et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR)

Le ministère des finances a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400 : 2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 : 2017, et aux exigences de la charte «

relations fournisseurs responsables » (RFR) et du label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information :

Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des finances de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte RFR puis le dépôt d'un dossier de candidature au label RFAR et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes. Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent, ainsi, à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

#### **1.9.2.2 Certification de bonne exécution du marché (CBEM)**

Le maître d'ouvrage peut délivrer au titulaire du présent marché ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat est conditionnée par : (*liste non exhaustive*) :

- ❖ la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s si elle est conforme aux stipulations contractuelles ;
- ❖ la relation commerciale se révélant de qualité ;
- ❖ la non-application de pénalités pour retard ;
- ❖ l'absence de résiliation aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service en charge du suivi de l'exécution des prestations.

#### **1.9.2.3 Clause d'incitation à une démarche de labélisation « Egalité professionnelle femme homme »**

Créé en 2004, le Label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes vise à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles.

Ce label, propriété de l'État, permet à la structure candidate ou labellisée d'évaluer ses processus de ressources humaines et de les modifier le cas échéant. Délivrées par AFNOR Certification, il reconnaît et fait connaître les bonnes pratiques de recrutement et d'évolution professionnelle valorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique dispose d'un label « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » récompensant l'engagement des directions et services pour l'ensemble des actions mises en place en faveur de la cohésion sociale, l'inclusion, l'égalité des chances et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel comité affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

## **1.10 Dispositions environnementales prises au titre du marché**

### **1.10.1.1 Labels FSC ET PEFC**

Sans objet.

Cahier des clauses administratives particulière (CCAP) : P22026\_TVX-ASPRETTO-DNGCD

#### 1.10.1.2 Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Sans objet.

#### 1.10.1.3 Composition des produits

Le titulaire doit utiliser, autant que possible, des produits non dangereux ou ayant un impact réduit sur l'environnement, aux dépens de produits équivalents classés comme dangereux (peintures, colles, etc.).

#### 1.10.1.4 Déchets

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, de l'article L.541-2 du code de l'environnement et en complément des articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux, chaque titulaire est contractuellement responsable, au même titre que le maître d'ouvrage, de la gestion des déchets créés par les travaux, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, chaque titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par les travaux.

A ce titre, l'Acheteur impose au Titulaire la **dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets** issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants (POP) ou non dangereux, pour en assurer la traçabilité. Les modalités de réalisation sont précisées au sein des CCTP.

Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent notamment en ce qui concerne le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

#### 1.10.1.5 Clause BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.



## Article 2.      **PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/ travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### 2.1 Pièces particulières :

- acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi,
- présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, ainsi que 3 annexes relatives aux marchés sensibles,
- planning d'exécution mis au point par l'OPC/maître d'œuvre durant la période de préparation et ses éventuelles mises à jour en cours de chantier, en l'absence de validation, le calendrier joint au dossier de consultation des entreprises.
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi. Pour chaque lot et corps d'état, le CCTP comprend :
  - les dispositions générales,
  - les dispositions particulières au lot et corps d'état concerné ainsi que les plans.
  - les éléments issus du mémoire technique intégrés à l'éventuelle mise au point
  - les éléments issus du tableau des matériaux et matériels intégrés à l'éventuelle mise au point
  - les éléments issus du mémoire environnemental.
- Autres pièces particulières :
  - Annexe 1 - Plan de situation.pdf
  - Annexe 2 - Plan Cadastrale.pdf
  - Annexe 3 - Plan de masse actuel.pdf
  - Annexe 4 - Plan du RDC.pdf
  - Annexe 5 - Plan 1er étage.pdf
  - Annexe 6 - Plan en coupe du terrain.pdf
  - Annexe 7 - Plan des coupes et façade.pdf
  - Annexe 8 - Plan de toiture.pdf
  - Annexe 9 - Sondages et études de sol.pdf
  - Annexe 10 - Diagnostic structure.pdf
  - Annexe 11 - Diagnostic plomb.pdf
  - Annexe 12 - Diagnostic amiante.pdf
  - Annexe 13 - Spécifications techniques des besoins SIC.pdf
  - Annexe14 - Plan CVC plomberie.pdf
  - Annexe15- Plan Electricité CFO\_CFA.pdf
  - Annexe16 – Plans de distribution
  - Annexe17-PGC SPS

Les exemplaires originaux des documents contractuels conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différence entre ces documents. Ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

## 2.2 Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2 du présent document :

- cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié.
- l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD (IGI1300) sur la protection du secret de la défense nationale.
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

## Article 3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX

---

### 3.1 Modalités de règlement

#### A/ Etablissement des états d'acompte

En application de l'article 12-1-1 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre via CHORUS PRO avant la fin de chaque mois, une demande de paiement présentée sous la forme d'un projet de décompte établi suivant un modèle joint et auquel est jointe une facture justificative, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci. Par dérogation à cet article, ce projet est établi conformément au modèle qui est remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, la notification de l'état d'acompte mensuel par voie dématérialisée (chorus pro) doit intervenir dans un délai de **10 jours** à compter de la réception de la date de demande de paiement mensuelle. Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Pour les sous-traitants d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-

traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

#### **B/ Demande de paiement final**

Par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final au frais du titulaire, l'adresse au maître d'ouvrage en mettant en copie le Titulaire.

Par dérogation à l'article 55-1-2 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé selon les prescriptions de l'article 55 du CCAG Travaux dans un délai de **90 jours**.

#### **C/ Décompte général – solde**

**La signature de projet de décompte général prévue à l'article 12.4.2 du CCAG est effectuée électroniquement.**

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le délai maximal de notification par le maître de l'ouvrage au titulaire du décompte général est de **120 jours** à compter de la date de réception la plus tardive de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire aux maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG Travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de **120 jours** suivant la publication des index.

Par dérogation à l'article 12.4.4 et 12.4.2 du CCAG Travaux, si dans un délai de **120 jours**, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire adresse un projet de décompte général, conformément à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux au maître d'ouvrage. En l'absence de réserves formulées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif **120 jours** suivants sa réception.

Par dérogation aux articles 55-1-2 et -3 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé selon les prescriptions de l'article 55 dans un délai de **90 jours**.

#### **D/ Transmission dématérialisée des demandes de paiement**

Le titulaire adresse ses demandes de paiement de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Ainsi, le titulaire économise les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

Le projet de décompte précise :

Cahier des clauses administratives particulière (CCAP) : P22026\_TVX-ASPRETTO-DNGCD

- Le numéro de marché\*
- La référence de l'engagement juridique (n° d'EJ)\*
- L'identifiant de l'émetteur (nom, raison sociale, adresse complète, SIRET fournisseur)
- L'identifiant de la DNGCD (SIRET : 11000201100044)
- Le code du Service Exécutant (code SE) cité dans l'annexe à l'acte d'engagement : FAC7540075

Chaque demande de paiement doit être accompagnée de la facture correspondante.  
L'absence d'une des mentions obligatoires et/ ou des pièces justificatives requises correspond à un cas de non-conformité qui pourra entraîner le rejet de la demande de paiement.

Nota : pour des raisons pratiques de traitement des demandes de paiement, il est demandé au titulaire de respecter les modalités de nommage des fichiers ci-dessous :

Document	Règle de nommage	Exemple
Projet de décompte mensuel/final du titulaire/ <b>mandataire</b>	n° marché-TF/TOX (le cas échéant)-PDMX-M	21MS001-TF-PDM1-M
Projet de décompte mensuel/final du <b>cotraitant</b>	n° marché-TF/TOX-PDMX-C	21MS001-T01-PDM2-C
Demande de paiement du sous-traitant	n° marché-TF/TOX(le cas échéant)-FACT-ST	21MS001-TO2-FAC-ST
Etat d'acompte titulaire/mandataire	n° marché-TF/TOX(le cas échéant)-EAX-	21MS001-TF-EA1-M
Etat d'acompte co traitant	n° marché-TF/TOX(le cas échéant)-EAX	21MS001-TO2-EA1-C
Projet de décompte général	n° marché-PDG	21MS001-PGD
Décompte général	n° marché-DG	21MS001-DG
Décompte général signé	n° marché-DGD	21MS001-DGD

#### E/ en cas de résiliation du marché

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, se substitue au décompte général établi en application de l'article 3.1 « décompte général-solde » du présent CCAP et signé électroniquement.

## 3.2 Variations de prix

### 3.2.1 Les prix sont révisables

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » et figure en annexe de l'Acte d'Engagement du présent marché.

La révision des prix est applicable **uniquement aux sections techniques expressément identifiées comme révisables** au tableau « Index applicables par section technique » figurant au présent CCAP.

Les sections techniques **non mentionnées dans ce tableau ne sont pas révisables** et sont réputées exécutées à **prix fermes et définitifs** pendant toute la durée du marché.

Aucune révision de prix ne pourra être appliquée à une section technique non expressément prévue comme révisable, quelle que soit l'évolution des conditions économiques.

#### 3.2.1.1 Lot3 tableau d'index applicables

Index	Art. CCTP	Désignation
<b>BT08</b>	ST02	BT08 PLATRE : DOUBLAGES, CLOISONS, HABILLAGES, FAUX PLAFONDS
<b>BT03</b>	ST03	BT03 MAÇONNERIE : MURS, ENDUITS, CHAPES
<b>BT12</b>	ST04	BT12 CARRELAGE ET REVETEMENT CERAMIQUE
<b>BT10</b>	ST05	BT10 REVETEMENTS PLASTIQUES
<b>BT46</b>	ST06	BT46 PEINTURE ET REVETEMENT MURAUX

#### 3.2.1.2 Lot4 tableau d'index applicables

Index	Art. CCTP	Désignation
<b>BT08</b>	ST02	BT18a MENUISERIE INTERIEUR
<b>BT03</b>	ST03	BT42 MENUISERIE EN ACIER ET SERRURERIE

#### 3.2.1.3 Lot5 tableau d'index applicables

Index	Art. CCTP	Désignation
<b>BT41</b>	ST02	BT41 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION (CVC)
<b>BT38</b>	ST03	BT38 PLOMBERIE SANITAIRE

#### 3.2.1.4 Lot6 l'index est unique et applicable au lot

<b>BT47</b>		<b>Lot électricité</b>
-------------	--	------------------------

Les index T.P. et B.T. sont publiés au Bulletin Officiel du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – commissariat général au développement durable Ministère de l'égalité des territoires et du logement. Site [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

### 3.2.2 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision **C<sub>n</sub>**, applicable au calcul de l'acompte du mois *n*, est déterminé selon la formule suivante :

$$C_n = \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle :

- **I<sub>0</sub>** correspond à la valeur de l'index de référence *I* applicable au marché ou au lot concerné, connue à la date de référence du marché (mois zéro) ;
- **I<sub>n</sub>** correspond à la valeur du même index de référence *I*, publiée pour le mois *n* au titre duquel l'acompte est établi.

Le coefficient de révision ainsi calculé est appliqué aux prix du marché pour la détermination du montant révisé de l'acompte correspondant.

La **périodicité de la révision des prix** est identique à celle des **acomptes**, chaque situation mensuelle donnant lieu, le cas échéant, à l'application du coefficient de révision correspondant.

### 3.2.3 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10-4 du CCAG/travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

## Article 4. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

---

### 4.1 Délais d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux pour cette séquence est de 6 mois.

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG Travaux, le marché prévoit une période de préparation d'un mois pour cette séquence, commune à tous les lots et non comprise dans le délai d'exécution.

Conformément aux dispositions de l'article 18.1.4 du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire de chaque lot est fixé par le maître d'ouvrage au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotés tous corps d'état confondus et en tenant compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution qui précise les dates d'intervention relatives à chaque lot et figure dans les documents particuliers du marché

Le planning d'exécution est élaboré, pendant la période de préparation par le titulaire de la mission OPC, après consultation des titulaires des différents lots.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est notifié à l'entreprise concernée pendant la période de préparation pour lui signifier son propre délai d'exécution.

Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les titulaires concernés, le calendrier prévisionnel joint à la consultation s'applique.

### 4.2 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 18-2-1 du CCAG travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.3 du CCAG travaux 2021, la prolongation du délai d'exécution peut également résulter d'une décision de l'acheteur.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux 2021, le nombre de journées d'intempéries réputées normalement prévisibles est fixé à **5 jours** pour la durée d'exécution du marché.

Compte tenu de la nature essentiellement intérieure des travaux et du contexte climatique du site, seules des intempéries d'une intensité exceptionnelle et dûment constatées pourront être regardées comme anormalement prévisibles.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Au-delà du nombre de jours fixé ci-dessus, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	Pointe 20m/s	2 jours consécutifs
Pluie	30 mm/jour	5 jours consécutifs
Température	+ 35°C ou - 5° C	5 jours consécutifs
Neige	5 cm	5 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Aéroport d'AJACCIO

### 4.3 Pénalités – Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19-2-1 CCAG travaux, les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Par dérogation à l'article 19-2-2 du CCAG Travaux toutes les **pénalités de retard** d'exécution sont constatées, notifiées et retenues provisoirement. Leur application est réalisée lors du décompte final et est plafonnée à 20% du montant hors taxe total du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19-2-4 du CCAG Travaux, toutes les pénalités sont applicables, sur simple constat du maître d'œuvre.

#### 4.3.1 Pénalités

Les dispositions ci-dessous s'appliquent également en cas de non-respect des délais intermédiaires correspondant aux interventions successives des titulaires de chaque lot, arrêtés dans le planning d'exécution et ses éventuelles mises à jour.

##### 4.3.1.1 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19-2-3 du CCAG Travaux une pénalité journalière est opérée sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette pénalité par jour calendaire de retard est fixé comme suit :

Lot	Nature des travaux	Pénalité proposée
<b>Lot 3</b>	Plâtrerie – Revêtements – Peinture – Isolation	150,00 € HT / jour
<b>Lot 4</b>	Menuiseries intérieures	120,00 € HT / jour
<b>Lot 5</b>	CVC – Plomberie	180,00 € HT / jour
<b>Lot 6</b>	Électricité CFO / CFA	180,00 € HT / jour

##### 4.3.1.2 Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion

Sans objet



#### **4.3.1.3 Pénalités relatives au non port du badge professionnel**

En cas de non-respect de la clause d'identification des salariés mentionné à l'article 1.4.4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par manquement constaté (après un premier rappel à la règle notifié par ordre de service).

En cas de constatation d'un badge non valide, le salarié concerné est exclu immédiatement du chantier et le titulaire s'expose aux sanctions relatives au travail dissimulé

#### **4.3.1.4 Retard dans la remise des projets de décompte**

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- Pour les projets de décomptes mensuels : 50,00 € HT
- Pour le projet de décompte final : 50,00 € HT

#### **4.3.1.5 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution**

##### **Avant exécution des travaux**

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 50,00 Euros HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à l'acheteur et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

##### **Pendant l'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19-3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 50,00 Euros HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise au maître d'ouvrage et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.

##### **Après l'exécution des travaux**

Par dérogation de l'article 40 du CCAG travaux, les documents à fournir après exécution sont remis au maître d'œuvre au plus tard lors de sa demande de réception des travaux.

En cas de non remise des documents, une retenue provisoire de 5 000,00 Euros HT est opérée. Cette retenue fait l'objet d'une réserve particulière inscrite au procès-verbal des opérations préalables à la réception et sur la décision de réception.

Si les documents ne sont pas remis dans le délai indiqué dans la décision de réception signée du maître d'ouvrage, la retenue devient définitive, dans les conditions décrites à l'article 4.1 du présent document.

#### **4.3.1.6 Retard dans la remise du BEGES**

En cas de retard dans la communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé une pénalité de 100€ est appliquée par jour de retard.

### **4.3.2 Rendez-vous de chantier**

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 1 000,00 Euros HT par absence non acceptée par le Maître d'œuvre.



### **4.3.3 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG travaux sont mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 50,00 Euros HT par jour calendaire de retard.

### **4.3.4 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier**

Une pénalité de 50,00 Euros HT par jour de retard est appliquée en cas d'absence de balisage, de non- respect de la sécurité ou de non-respect de la propreté du chantier.

### **4.3.5 Pénalité pour sous-traitance non déclarée**

Le Titulaire encourt une pénalité de 2 000 Euros HT pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du maître d'ouvrage notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

### **4.3.6 Primes d'avances**

Sans objet.

## **4.4 Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il doit fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) )

Conformément au dispositif d'alerte, si le maître d'ouvrage est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, le maître d'ouvrage peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG travaux

### **4.4.1 Dispositif de vigilance avec e-Attestations.**

#### **4.4.1.1 Présentation du dispositif « e-Attestations »**

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs). Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. L'e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi, le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

#### **4.4.1.2 Documents à produire**

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou son représentant, **tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;

- Un justificatif d'immatriculation, dans le cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues au CCAG TRAVAUX.

## **Article 5. Avance**

---

Par application de l'article 10.1 option A du CCAG Travaux, une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, dans les conditions de l'article R.2191-3 et suivants du CCP modifié.

Le taux de l'avance est fixé dans l'acte d'engagement.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux du corps d'état dépasse le seuil fixé par le CCP modifié pour le versement de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux en cas d'absence de période de préparation.

## **Article 6. RETENUE DE GARANTIE**

---

Une retenue de garantie est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements. Son montant est égal à 3% du montant du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants ou des décisions de poursuivre au-delà du montant contractuel.

La retenue de garantie est remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande globale

# Article 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

---

## 7.1 QUALITE ET CONFORMITE DES MATERIAUX

### 7.1.1 PROVENANCE ET CONFORMITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Tous les matériaux, produits, équipements et fournitures mis en œuvre dans le cadre du présent marché doivent être **neufs**, de **qualité conforme aux règles de l'art**, aux **normes et réglementations en vigueur**, ainsi qu'aux prescriptions des pièces contractuelles, et notamment du CCTP.

Ils doivent être **adaptés à l'usage auquel ils sont destinés**, compatibles avec les ouvrages existants et conformes aux performances techniques et environnementales exigées.

Toute proposition de matériaux ou produits équivalents à ceux prescrits devra faire l'objet d'une **validation préalable et écrite du maître d'œuvre**, dans les conditions prévues par les pièces contractuelles.

### 7.1.2 Contrôle et vérification

Le maître d'œuvre, le contrôleur technique et, le cas échéant, le coordonnateur SPS sont habilités à procéder, à tout moment, à des **contrôles, vérifications et essais**, tant sur le chantier qu'en usine ou en dépôt, afin de s'assurer de la conformité des matériaux et produits mis en œuvre.

À ce titre, le titulaire est tenu :

- de fournir, à première demande, toute **documentation technique**, certificats de conformité, procès-verbaux d'essais, fiches techniques et attestations nécessaires ;
- de faciliter l'accès aux zones de stockage et de mise en œuvre.

Les frais liés aux contrôles, essais ou vérifications rendus nécessaires par une non-conformité sont **entièrement à la charge du titulaire**.

### 7.1.3 Refus, remplacement et remise en conformité

Tout matériau, produit ou équipement reconnu non conforme aux stipulations contractuelles, aux normes ou aux règles de l'art peut être **refusé** par le maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de procéder, **à ses frais et sans incidence sur les délais contractuels**, au retrait, au remplacement et à la remise en conformité des éléments refusés, dans les conditions et délais prescrits.

### 7.1.4 Prise en charge, stockage et protection

Le titulaire assure la **prise en charge complète** des matériaux et produits qu'il met en œuvre, depuis leur approvisionnement jusqu'à leur incorporation définitive dans l'ouvrage.

Il est responsable :

- de leur **transport**,
- de leur **stockage**,
- de leur **protection contre les dégradations, détériorations ou vols**, jusqu'à la réception des travaux.

Toute dégradation survenant avant la réception, quelle qu'en soit la cause, est réparée ou remplacée par le titulaire, à ses frais.

## 7.2 Traçabilité et gestion des déchets

Les titulaires s'engagent à assurer la **traçabilité des matériaux et produits**, notamment en matière de gestion des déchets de chantier, conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets issus des travaux sont triés, évacués et traités dans des filières autorisées. Les justificatifs correspondants peuvent être exigés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

## **Article 8. Préparation et exécution des travaux**

---

### **8.1 Période de préparation**

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

#### **8.1.1 Par les soins du maître d'œuvre :**

- délivrance des autorisations d'accès comme définis au 1.4 ci-dessus,
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux, comme définis dans le CCTP et par dérogation à l'article 31.2 du CCAG travaux
- mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées au CCTP,
- mise au point du planning d'exécution, en concertation avec le(s) titulaire(s) (le cas échéant), et notification par ordre de service.

#### **8.1.2 Par les soins des entrepreneurs :**

##### **8.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre**

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.4 du présent CCAP,
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG travaux. Il est accompagné du Plan d'Installation de Chantier (PIC) et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,
- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels.

**Les travaux ne commenceront pas avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.**

##### **8.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre**

- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations prévues à L.2141-1 à 5 du code de la commande publique modifié ;
- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées dont les coordonnées sont indiquées au 8.2. ci-après.

(Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

##### **8.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité**

- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur cité au 1.8 du présent CCAP.
- Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).
- L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux,
- mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

### **8.2 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier**

#### **Cas des travaux allotis**

Par dérogation à l'article 31.12 du CCAG Travaux dans le cas de travaux allotis nécessitant coordination, les obligations énumérées à l'article 31 sont à la charge du titulaire du lot n° 3 : Plâtrerie – Isolation – Revêtements – Peinture, conformément à ce qui est mentionné au CCTP du Lot 3.

Les coordonnées de l'inspection du travail dans les armées sont les suivantes :

Ministère des armées  
Contrôle général des armées  
Inspection générale du travail dans les armées  
60, boulevard du général Martial Valin  
CS 21623  
75015 PARIS CEDEX  
Ou  
Contrôle Général des Armées  
Inspection générale du travail dans les armées  
Antenne de Toulon  
BP942  
83 800 TOULON Cedex 09

### **8.3 Les travaux non prévus**

Il est fait application des articles 14 et 15 du CCAG Travaux.

### **8.4 Modifications contractuelles – Prestations similaires**

Le présent marché prévoit le recours possible à des modifications du contrat dans les conditions fixées à l'article R.2194-1 à 10 du code de la commande publique modifié. Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique modifié, il est possible de recourir à la procédure de marchés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du présent marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la date de notification du présent marché.

### **8.5 Documents fournis après exécution des travaux.**

Les documents visés à l'article 40 du CCAG Travaux sont fournis, par lots en trois exemplaires papier et trois exemplaires informatique sur un support dématérialisé (clé USB), les documents papiers, validés sont scannés sous format .pdf, les plans sous format .pdf et .dwg microstation. Dans le cas où le projet fait l'objet d'une maquette numérique (BIM), le Titulaire en remet une copie libre de droits à l'acheteur.

### **8.6 Garanties particulières**

Garantie particulière de fonctionnement des installations de génie climatique :

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations de génie climatique et s'engage à maintenir en bon état de marche les matériels pendant un laps de temps comprenant au moins deux saisons de chauffage complètes à compter de la date d'effet de la réception. Chaque saison de chauffage s'étend du 15 octobre au 15 avril. Pendant toute la période de garantie particulière de fonctionnement, le titulaire est tenu d'effectuer tous les remplacements et réparations imputables :

- à un vice de construction ou de montage,

- à un défaut des matières employées
- à une faute professionnelle résultant d'opérations d'entretien réalisées par l'entrepreneur
- à une manipulation effectuée par la société de maintenance dans les conditions précisées dans la notice relative au fonctionnement de l'installation fournie par le titulaire en application de l'article 40 du CCAG travaux.

Tous les frais entraînés par ces remplacements ou ces réparations, y compris les frais de déplacement et de transport des personnels et des matériels, ainsi que ceux résultant de la fourniture des produits nécessaires ou de l'outillage sont à la charge du titulaire.

Pour chaque remplacement ou réparation, le titulaire recevra un ordre de service. S'il néglige de faire les remplacements ou les réparations dans les délais prescrits, les travaux seront exécutés d'office par un tiers, aux frais du titulaire du marché.

Le délai de garantie particulière est prolongé d'une durée au plus égale à six (6) mois pour les organes remplacés ou réparés aux frais de l'entrepreneur.

Le titulaire se dégage de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de la société de maintenance hors des conditions citées ci-dessus.

## **Article 9. Traitement des différends et litiges**

---

### **9.1 Traitement des litiges**

Les dispositions de l'article 55.1.1 du CCAG s'appliquent, le mémoire en réclamation sera notifié en AR au MOA à l'adresse suivante et copie faite au MOE (le cas échéant) :

**Direction Nationale des Garde-Côtes des Douanes**

17 rue FERRER  
76600 LE HAVRE

Copie par mail possible à l'adresse générique (délai de réponse court à compter de la date de réception du courrier postal AR) :

DNGCD DAF ACHAT [dngcd-daf-achat@douane.finances.gouv.fr](mailto:dngcd-daf-achat@douane.finances.gouv.fr)

DNGCD DAF IMMOBILIER [dngcd-daf-immobilier@douane.finances.gouv.fr](mailto:dngcd-daf-immobilier@douane.finances.gouv.fr)

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG, le MOA notifie sa réponse, après avis du MOE, dans un délai de 90 jours à partir de la date de réception du mémoire en réclamation.

Par dérogation à l'article 55.1.3, l'absence de notification d'une décision dans ces délais équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

#### **9.1.1 Le Projet de Décompte final est accompagné d'une réclamation (motivée et chiffrée)**

**Pour rappel**, le PDF est transmis via CHORUS selon les modalités définies au présent document. Le mémoire ou la réclamation sera annexé au PDF dans CHORUS PRO **et** sera adressé en parallèle directement en papier/ou par voie dématérialisée au MOA et au MOE selon les prescriptions du CCAG.

Le traitement du PDF et du mémoire en réclamation fera l'objet de 2 analyses distinctes (temporalité différente et rémunération distincte).

Cahier des clauses administratives particulière (CCAP) : P22026\_TVX-ASPETTO-DNGCD



En effet, dans un premier temps, le MOE accepte ou corrige le PDF ; il transmet le document au MOA pour paiement du solde du marché conformément aux dispositions du marché (les éventuelles demande d'exonération de pénalités seront traitées avec le mémoire en réclamation selon les modalités infra).

Dans un second temps, le MOE analyse le mémoire et adresse un avis au MOA qui étudiera à son tour le mémoire afin de proposer une réponse à l'opérateur économique requérant. Cette étude fait l'objet soit d'un refus motivé, soit d'une décision indemnitaire traitée séparément du paiement du solde du marché.

#### **9.1.2 La Contestation du Décompte Général est accompagnée d'une réclamation motivant cette contestation (motivée et chiffrée)**

**Pour rappel**, la contestation du DG et le mémoire en contestation qui la motive seront transmis via CHORUS selon les modalités définies au présent document. Cette contestation sera annexée au DG dans CHORUS PRO **et** sera adressée en parallèle directement en papier/ou par voie dématérialisée au MOA et au MOE selon les prescriptions du CCAG.

Comme indiqué supra, le traitement de cette contestation engendre 2 actions distinctes.

- dans un premier temps, les sommes admises par la MOA sont réglées,
- dans un second temps, le MOE analyse le mémoire et adresse un avis au MOA qui étudiera à son tour le mémoire afin de proposer une réponse à l'opérateur économique requérant. Cette étude fait l'objet soit d'un refus motivé, soit d'une décision indemnitaire traitée séparément du paiement du solde du marché.

#### **9.1.3 Comités consultatifs de règlement amiable des différends**

En application du chapitre VII du livre I de la partie II, les parties au présent marché peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du code de la commande publique), le comité consultatif compétent est celui de Lyon.

#### **9.1.4 Médiateur des entreprises**

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

## **9.2 Contentieux – droit applicable**

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation est portée devant le **Tribunal Administratif de Bastia**.

## **Article 10. RESILIATION OU EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

En complément des articles 49 et 50 du CCAG travaux, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire lorsque le montant des pénalités a atteint le seuil de 20% du montant hors taxe du marché (amendé le cas échéant de ses avenants), la capacité de ce dernier à exécuter le présent marché étant engagée.

Conformément à l'article 52 du CCAG travaux, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Cahier des clauses administratives particulière (CCAP) : P22026\_TVX-ASPETTO-DNGCD

En cas de manquement à ses obligations et après mise en demeure par l'acheteur, le titulaire dispose de quinze (15) jours pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées.

Si la mise en demeure reste infructueuse, l'acheteur fait exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire. Si le prix proposé par le tiers est supérieur au prix du marché, le titulaire en supporte le différentiel.

Le titulaire défaillant n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et tous moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et nécessaires à l'exécution de ce dernier par le tiers désigné par l'acheteur

## Article 11. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### 11.1 Dérogations au CCAG travaux

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG Travaux, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.

Article CCAP	Objet de la dérogation	Article CCAG Travaux concerné
Art. 2	Ordre de priorité des pièces contractuelles	Art. 4.1 CCAG
Art. 3.1.1	Modalités d'établissement des acomptes (modèle imposé)	Art. 12.1.1
Art. 3.1.1	Délai de notification des acomptes	Art. 12.2.2
Art. 3.1.1	Traitement différé de la révision des prix	Art. 12.2.1
Art. 3.1.1	Païement des sous-traitants (attestation spécifique)	Art. 12.5.1
Art. 3.1.2	Décompte final établi d'office	Art. 12.3.4
Art. 3.1.3	Délais de notification du DGD	Art. 12.4.2
Art. 3.1.3	Silence valant rejet	Art. 55.1.2 / 55.1.3
Art. 3.2.3	Absence d'acompte sur approvisionnement	Art. 10.4
Art. 4.1	Période de préparation hors délai	Art. 18.1.1 / 28.1
Art. 4.2	Prolongation des délais sur décision MOA	Art. 18.2.1
Art. 4.3	Pénalités dues dès le 1er euro	Art. 19.2.1
Art. 4.3	Plafonnement des pénalités à 20 %	Art. 19.2.2
Art. 4.3	Pénalités sans mise en demeure	Art. 19.2.4
Art. 4.3.1.1	Montant forfaitaire des pénalités de retard	Art. 19.2.3
Art. 4.3.1.5	Modalités spécifiques DOE	Art. 40
Art. 8.1.1	Désignation des zones de dépôt	Art. 31.2
Art. 8.2	Organisation du chantier confiée à un lot	Art. 31.12
Art. 9.1	Délais de réponse aux réclamations	Art. 55.1.2 / 55.1.3
Art.11.1	Absence de mention de la liste des dérogations	Art 1.1

### 11.2 Dérogations aux CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.



### **11.3 Dérogations aux normes françaises homologuées**

Sans objet.